

## **ARRÊTÉ DE LA MAIRE**

### **Extrait du registre des arrêtés du Maire**

**Objet : AUTORISATION DE TRAVAUX SUR LES VOIES PUBLIQUES DE LA VILLE D'ORLY POUR L'ENTREPRISE BOUYGUES ENERGIE ET SERVICE ET REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT AU DROIT DE SES CHANTIERS DU 1<sup>ER</sup> FEVRIER 2024 AU 31 DECEMBRE 2024.**

#### **LA MAIRE D'ORLY,**

**VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2213-1 à L.2213-4, dans le cadre des pouvoirs de police en matière de circulation et de stationnement du Maire ;

**VU** le Code de la route et notamment les articles R.110-1, R.110-2, R.411-5, R.411-8, R.411-25, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12 ;

**VU** le Code pénal ;

**VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 modifiée et complétée ;

**VU** le règlement de voirie communale ;

**VU** la demande de l'entreprise BOUYGUES ENERGIES ET SERVICES ;

**CONSIDERANT** le caractère ponctuel, récurrent et nécessaire des interventions effectuées par l'entreprise BOUYGUES ENERGIES ET SERVICES pour l'entretien et la réparation de l'éclairage public ;

**CONSIDERANT** que ces interventions sont effectuées à la demande de la ville et systématiquement autorisées, dans l'intérêt du public, et donnent lieu à une réglementation temporaire de stationnement et de circulation, afin d'assurer la sécurité des intervenants ainsi que celle des usagers de la voie publique ;

**CONSIDERANT** que, dans un but de simplification administrative, il y a lieu d'édicter une réglementation de police autorisant les interventions de l'entreprise BOUYGUES ENERGIES ET SERVICES dans la mesure définie ci-après et réglementant le stationnement et la circulation à l'occasion desdites interventions ;

**CONSIDERANT** qu'il y a dès lors lieu de prendre les dispositions suivantes ;

## **ARRÊTE :**

**ARTICLE 1 :** l'entreprise BOUYGUES ENERGIES ET SERVICES est autorisée à effectuer tous les travaux courants nécessaires d'entretien et de réparation de l'éclairage public impliquant l'implantation d'un chantier sur la voirie de la ville d'Orly.

Selon les besoins et pendant toute la durée des travaux :

- La circulation pourra être ponctuellement alternée :
  - o - soit par des feux tricolores,
  - o - soit par des hommes trafics.
- Le stationnement pourra être interdit si nécessaire.
- Les chaussées pourront être ponctuellement fermées à la circulation.
- Les cheminements piétonniers devront être maintenus en toute sécurité pendant toute la durée des travaux.
- Une déviation piétonne sera mise en place sur le trottoir opposé si nécessaire.

**ARTICLE 2 :** La présente autorisation est accordée **du 01<sup>er</sup> Février 2024 au 31 décembre 2024.**

**ARTICLE 3 :** Pour chaque chantier et a minima 48 heures avant son démarrage, une information à la mairie d'Orly – Direction des Services Techniques, devra être effectuée afin de préciser la date, le lieu et les éventuelles entreprises sous-traitantes devant intervenir.

**ARTICLE 4 :** Les véhicules de l'entreprise BOUYGUES ENERGIES ET SERVICES, sont autorisés à stationner et à réduire le nombre de voie de circulation sans l'interrompre, pour effectuer des interventions ponctuelles d'une durée inférieure à 24h ou des chantiers mobiles d'une durée inférieure à 48h afin d'effectuer des interventions de création, de maintenance, de contrôle ou d'entretien.

**ARTICLE 5 :** Lorsque l'entreprise BOUYGUES ENERGIES ET SERVICES supprime une voie de circulation sur une chaussée à double sens ne comportant que deux voies, la circulation pourra s'effectuer alternativement. La circulation sera gérée par alternat manuel, par panneaux ou au moyen de feux tricolores de chantier selon les caractéristiques de la voie.

**ARTICLE 6 :** Le stationnement pourra être interdit de part et d'autre de la chaussée, aux abords du chantier. Dans ce cas, le présent arrêté sera affiché au minimum 48h avant le début du chantier.

**ARTICLE 7 :** L'entreprise BOUYGUES ENERGIES ET SERVICES est autorisée à ralentir ou à interrompre momentanément la circulation, afin de manœuvrer les véhicules d'intervention ou de réaliser une intervention d'urgence. Le véhicule d'intervention devra pouvoir être déplacé à tout instant pour permettre la desserte des riverains ainsi que l'accès éventuel des véhicules de sécurité, d'incendie.

Les agents chargés de l'exécution des travaux devront néanmoins, nonobstant le présent arrêté, se conformer aux dispositions du code de la route et à toutes injonctions des forces de police nationale ou des ASVP.

**ARTICLE 8 :** Le présent arrêté sera applicable à l'entreprise BOUYGUES ENERGIES ET SERVICES et ses éventuels sous-traitants concerné(s) par le chantier.

**ARTICLE 9 :** Toute infraction au présent arrêté sera considérée comme un stationnement gênant au sens de l'article R. 417-10 du Code de la route, et sera punie à ce titre d'une amende de la 2<sup>ème</sup> classe et pourra donner lieu à la mise en fourrière du véhicule si son propriétaire ou son conducteur est absent ou s'il refuse de faire cesser le stationnement gênant.

**ARTICLE 10 :** Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 11 :** La signalisation sera mise en place par l'entreprise BOUYGUES ENERGIES ET SERVICES - 14 ter rue du Général Leclerc - 91420 Morangis, chargée des travaux.

**ARTICLE 12 :** L'affichage du présent arrêté sera effectué par l'entreprise BOUYGUES ENERGIES ET SERVICES. Elle assurera également l'enlèvement de l'affichage à la fin de son intervention. Ces informations devront être communiquées par écrit à la ville

**ARTICLE 13 :** Conformément à l'article R.421-1 du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun dont le délai de recours est de deux mois à compter de son affichage.

**ARTICLE 14 :** Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Commissaire de police de Choisy-le-Roi, à l'entreprise BOUYGUES ENERGIES ET SERVICES, qui sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

« Pour la Maire et par délégation »  
Directeur du Pôle technique et environnement  
Bouchta HASKA

Fait à Orly, le 12 JAN. 2024

Imène Souid,



Maire,

Conseillère départementale du Val-de-Marne

Copies à :

- Messieurs les Commandants des casernes de Pompiers de Rungis et Choisy-le-Roi
- Société OTUS et NICOLLIN
- Etablissement Public Territorial EPT12
- Pôle Culture et Vie Locale
- Direction Hygiène et Développement Durable
- Direction Cadre de Vie et ASVP
- BOUYGUES ENERGIE ET SERVICES

